

Envoyé en préfecture le 12/12/2018

Reçu en préfecture le 12/12/2018

Affiché le 12/12/2018

**SLOW**

ID : 038-200064434-20181126-D2018230-DE

# Les Deux Alpes

---

## DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA GESTION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

---

# RAPPORT DU MAIRE SUR LE CHOIX DU DELEGATAIRE

présenté  
en application de l'article L. 1411-5  
du Code Général des Collectivités Territoriales

---

Octobre 2018

## SOMMAIRE

1	PREAMBULE .....	3
2	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE .....	4
3	MOTIFS DU CHOIX .....	6
3.1	rappel de l'offre avant negociation.....	6
3.1.1	Sur le plan juridique .....	6
3.1.2	Sur le plan technique .....	6
3.1.3	Sur le plan financier .....	6
3.2	PRESENTATION DES OFFRES APRES NEGOCIATION .....	9
3.2.1	Sur le plan financier .....	10
3.2.2	Sur le plan technique .....	14
3.2.3	Sur le plan « qualité de service » .....	18
3.2.4	Synthèse.....	21
3.3	SOCIETE RETENUE .....	22
4	ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 23	
4.1	OBJET DU CONTRAT .....	23
4.2	DUREE DU CONTRAT .....	23
4.3	CONTROLE DU DELEGATAIRE .....	23
4.4	UNE TARIFICATION EQUITABLE.....	23
4.5	UNE RESPONSABILITE ACCRUE.....	24
4.6	LE RESPECT DE LA LEGISLATION .....	24
4.7	CRITERE DE QUALITE .....	24
4.8	REPARTITION DES TRAVAUX ENTRE LES PARTIES .....	24
4.9	DES GARANTIES POUR LA COLLECTIVITE .....	25
4.10	DES CONDITIONS PARTICULIERES .....	25
5	CONCLUSION .....	26

## 1 PREAMBULE

Le présent rapport est établi en application des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il a pour objet de :

- Rappeler le déroulement de la procédure,
- Présenter les motifs du choix du Délégataire,
- Exposer l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public.

La date prévisionnelle d'entrée en vigueur de la future convention de délégation de service public est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## 2 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Par délibération en date du 18.12.2017, le conseil municipal a approuvé le principe de la délégation du service public d'eau potable pour une durée fixée à 9 ans. A ce titre, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure de délégation de service public, à effectuer les publicités nécessaires, à mener les négociations avec les différents candidats conformément aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT et à prendre les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure.

Un avis d'appel public à candidatures a été mis en ligne le 27.02.2018 et publié :

- ✓ au JOUE le 28.02.2018
- ✓ au BOAMP le 28.02.2018
- ✓ <http://e-marchespublics.com> et <http://lesdeuxalpes.e-marchespublics.com> le 01.03.2018
- ✓ au MONITEUR et Marches on line (couplage presse) le 09.03.2018

La date de remise des candidatures était fixée au 10.04.2018.

La commission de DSP a procédé à l'ouverture des candidatures le 14.05.2018.

Les entreprises suivantes ont fait acte de candidature :

- ✓ Candidat n° 1 : SAUR
- ✓ Candidat n° 2 : SUEZ

Des demandes complémentaires, adressées le 18.05.2018, en application de l'article 23-I du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ont été formulées auprès du candidat SAUR

L'ensemble des candidats a fourni les éléments manquants et les candidatures ont été jugées complètes.

La Commission de délégation de service public a admis à présenter une offre, les sociétés qui réunissaient les garanties professionnelles, financières et l'aptitude à assurer la continuité du service par décision du 28.05.2018. Il s'agit des candidats SAUR et SUEZ

Le dossier de consultation a été adressé à l'ensemble des dites entreprises.

La date de remise des offres est fixée au 6 juillet 2018 à 11h00

Dans sa séance du 9 juillet 2018, la Commission pour Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture de la seule offre remise avant la date limite.

La seule offre reçue est celle du candidat SUEZ

La commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture de l'offre citée ci-dessus et a considéré en première analyse que le dossier remis était complet. En conséquence, l'offre a été transmise à l'assistant à maître d'ouvrage pour analyse.

A la suite de son analyse, la Commission de DSP a émis, le 17 juillet 2018, un avis au terme duquel elle recommandait à Monsieur le Maire de négocier avec la société soumissionnaire.

La société soumissionnaire a été informée de son admission à la phase des négociations

2 tours de négociations se sont déroulés les 4 et 24 septembre 2018

L'objet de ce rapport est de présenter les conclusions des négociations ayant abouti au choix du délégataire.

### 3 MOTIFS DU CHOIX

#### 3.1 RAPPEL DE L'OFFRE AVANT NEGOCIATION

##### 3.1.1 Sur le plan juridique

Le candidat a montré sa capacité à respecter les obligations contractuelles définies par le programme de consultation. La société Suez a également été force de propositions complémentaires.

##### 3.1.2 Sur le plan technique

Avant négociation, l'analyse du dossier a permis de mettre en avant les points suivants :

Le candidat :

- Dispose des compétences et de moyens adaptés à l'exécution du contrat,
- Propose une organisation et une optimisation du fonctionnement du service alliant proximité et mutualisation des compétences.

##### 3.1.3 Sur le plan financier

###### a) *Offre du candidat*

Le candidat SUEZ a remis 1 CEP « Offre de base 9 ans » et a proposé une variante (le candidat, propose de renouveler l'ensemble du parc compteur et les têtes émettrices en une seule campagne de déploiement en 2024 et donc de faire migrer la télé relève vers la nouvelle génération 2G)

###### • Tarifs usagers :

Tarifs	2018	BASE	VARIANTE	Ecart base / variante
<b>Abonnement</b>				
Part fixe	11,98	17,37	17,37	0,00%
Unité de logement	37,28	54,06	54,06	0,00%
<b>Part Variable</b>				
	0,4020	0,4320	0,38	-12,27%
<b>Facture 120m3</b>				
	<b>97,50</b>	<b>123,27</b>	<b>116,91</b>	<b>-5,16%</b>
<b>Evolution contrat actuel</b>		<b>26,4%</b>	<b>19,9%</b>	

Par rapport au contrat actuel, on observe les évolutions suivantes :

- ✓ + 26,4% avec l'offre de base ;
- ✓ +19,9% avec l'offre variante

- Niveau global des recettes :

Recettes moyennes	RAD 2017	SUEZ
Recettes Part fixe	446 030 €	646 516 €
Recettes Part proportionnelle	245 520 €	268 401 €
<b>Recettes usagers</b>	<b>691 550 €</b>	<b>914 917 €</b>
Autres recettes d'exploitation		
Facturation conventions antennes		
Facturation de l'assainissement		
Produits accessoires	53 740 €	50 338 €
Produits liés aux TTE	1 250 €	
<b>TOTAL</b>	<b>746 540 €</b>	<b>965 255 €</b>
<i>ecart 2017</i>		<i>29,30%</i>
<i>Assiette moyenne annuelle</i>	<i>620 923</i>	<i>621 298</i>
<b>Recettes usagers / assiette (€/m3)</b>	<b>1,11 €</b>	<b>1,47 €</b>
<i>Ecart 2017</i>		<i>32,22%</i>

L'offre du candidat conduirait à une hausse de ses recettes de plus de 29.30% par rapport à 2017.

**b) les charges d'exploitation**

Le tableau ci-après met en parallèle les **charges prévisionnelles d'exploitation** (en € H.T.) présentées par le candidat.

- **Présentation**

Les comptes d'exploitation présentés ci-dessous reprennent les données transmises par le candidat :

Charges annuelles moyennes	RAD 2017	SUEZ	Ecart
PERSONNEL	296 320 €	322 890 €	26 570 €
ACHAT d'EAU		0 €	0 €
ENERGIE	2 240 €	18 293 €	16 053 €
PRODUITS DE TRAITEMENT	550 €	1 119 €	569 €
ANALYSES	3 940 €	6 199 €	2 259 €
SOUS TRAITANCE, MATIERES ET FOURNITURES	77 800 €	78 123 €	323 €
IMPOTS LOCAUX ET TAXES	18 170 €	44 666 €	26 496 €
CHARGES DIVERSES	156 040 €	195 563 €	39 523 €
FRAIS DE CONTRÔLE		18 609 €	18 609 €
CONTRIBUTION AUX SERV CTRX	24 280 €	31 060 €	6 780 €
GARANTIE DE RENOUVELLEMENT	9 680 €	9 835 €	155 €
FONDS DE RENOUVELLEMENT	23 630 €	135 574 €	111 944 €
INVESTISSEMENTS	132 220 €	26 624 €	-105 596 €
CHARGES TRAVAUX TITRES EXCLUSIFS		0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>744 870 €</b>	<b>888 555 €</b>	<b>143 685 €</b>
<i>Ecart 2017</i>		19,29%	
Assiette moyenne annuelle	620 923	621 298	
Charge totale / assiette (€/m3)	1,11 €	1,43 €	
<i>Ecart 2017</i>		28,4%	
<b>TOTAL hors renouvellements et invest</b>	<b>579 340 €</b>	<b>716 522 €</b>	
<i>Ecart 2016</i>		23,68%	
Assiette moyenne annuelle	620 923	621 298	
Charge totale hors rmt&invest / assiette (€/m3)	0,93 €	1,15 €	
<i>Ecart 2017</i>		23,60%	

En première approche, l'offre de base du candidat conduirait à une augmentation de plus de 19% des charges, soit près de 140 K€ HT / an

#### • Observations

Les membres de la commission ont demandé à l'autorité déléguante de solliciter le candidat pour explication.

En particulier, la commission a souhaité que, lors des négociations, soient évoqués les points suivants :

- Programme de renouvellement,
- Moyens affectés pour la gestion du contrat (personnel et notamment des précisions sur les équivalents à temps plein, les moyens locaux, les délais d'intervention,...),
- La gestion des ouvrages et équipements,
- Les opérations sous traitées,
- Les engagements de performance,
- Les relations avec la collectivité et les usagers (gestion clientèle, communication,...),
- Le niveau des charges d'exploitation,
- des travaux concessifs.

Suivant l'avis de la commission, l'autorité déléguante a rencontré la société SUEZ dans le cadre de négociations et a obtenu les explications nécessaires à la compréhension de l'offre.



## 3.2 PRESENTATION DES OFFRES APRES NEGOCIATION

Conformément au règlement de la consultation, les offres remises par les candidats sont évaluées et classées au regard des critères pondérés suivants :

- **Le critère financier de l'offre : 50 points**
  - ✓ Coût du service (rémunération du délégataire, et de la valeur des autres éléments de rémunération éventuels) = 25 points
  - ✓ Cohérence et adéquation du compte d'exploitation prévisionnel du contrat avec les prestations proposées dans le cadre du projet de contrat et de ses compléments.= 20 points
  - ✓ Formule de révision des prix (impact sur le prix du service, cohérence par rapport à la structure des charges d'exploitation prévisionnelles) = 5 points
  
- **Le critère technique de l'offre et notamment : 30 points**
  - ✓ Organisation et moyens humains dédiés au service = 7,5 points
  - ✓ Protocole d'action en termes d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages= 7,5 points
  - ✓ Performance de l'exploitation = 7,5 points
  - ✓ Mesures mises en œuvre dans le cadre du développement durable et de la politique sociale = 7,5 points
  
- **La qualité de service : 20 points**
  - ✓ Vis-à-vis des usagers : délai d'intervention, délai de réponse aux réclamations, mesures de communication et d'information, = 10 points
  - ✓ Vis à vis de la collectivité : délais de réponses aux demandes sur les plans techniques et financiers, moyens de communication et d'information mise en œuvre, assistance apportée, remontée d'information, conditions d'accès aux ouvrages et outils informatiques du gestionnaire = 10 points

Afin de réduire le niveau des charges, il a été proposé de supprimer les points suivants :

- ✓ outil de diagnostic de l'état des forages tous les 3 ans
- ✓ étude de criticité du système d'alimentation et de distribution de l'eau potable, analyse CVM
- ✓ SIG classe A
- ✓ frais de contrôle
- ✓ ROPD

### 3.2.1 Sur le plan financier

#### 3.2.1.1 Coût du service

##### Tarifs usagers :

Tarifs	2018	Offre 1		Offre finale
		BASE	VARIANTE	
<b>Abonnement</b>				
Part fixe	11,98 €	17,37 €	17,37 €	12,16 €
Unité de logement	37,28 €	54,06 €	54,06 €	38,96 €
<b>Part Variable</b>				
	0,40 €	0,4320 €	0,3790 €	0,4110 €
<b>Facture 120m3</b>				
	<b>97,50 €</b>	<b>123,27 €</b>	<b>116,91 €</b>	<b>100,44 €</b>
<b>Evolution contrat actuel</b>		<b>26,43%</b>	<b>19,91%</b>	<b>3,01%</b>

Sur le plan des abonnements, l'offre du candidat a évolué à la suite des négociations de manière significative

Au global, la proposition du candidat conduit à une augmentation limitée de la facture 120 m3 : +3%, ramené à 2% en tenant de la dernière actualisation des tarifs à venir.

##### Recettes :

Recettes moyennes	RAD 2017	Offre 1	offre finale
Recettes Part fixe	446 030 €	646 516 €	468 406 €
Recettes Part proportionnelle	245 520 €	268 401 €	259 413 €
<b>Recettes usagers</b>	<b>691 550 €</b>	<b>914 917 €</b>	<b>727 819 €</b>
Produits accessoires	53 740 €	50 338 €	49 252 €
Produits liés aux TTE	1 250 €		
<b>TOTAL</b>	<b>746 540 €</b>	<b>965 255 €</b>	<b>777 070 €</b>
<i>ecart 2017</i>		29,30%	4,09%
<i>Assiette moyenne annuelle</i>	620 923	621 298	631 174
<b>Recettes usagers / assiette (€/m3)</b>	<b>1,11 €</b>	<b>1,47 €</b>	<b>1,15 €</b>
<i>Ecart 2017</i>		32,22%	3,54%

Conformément aux tarifs, l'offre du candidat a diminué sur le plan des recettes prévisionnelles  
 Cette diminution est liée à la part fixe.

**Appréciation du sous-critère « coût du service (niveau de la part fixe et de la part variable, facture de base 120 m3) »**

L'offre de du candidat est cohérente et en amélioration par rapport à l'offre initiale.

**3.2.1.2 Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat**

**Charges moyennes annuelles :**

Charges annuelles moyennes	RAD 2017	Offre 1	offre finale
PERSONNEL	296 320 €	322 890 €	302 836 €
ENERGIE	2 240 €	18 293 €	20 327 €
PRODUITS DE TRAITEMENT	550 €	1 119 €	559 €
ANALYSES	3 940 €	6 199 €	6 199 €
SOUS TRAITANCE, MATIERES ET FOURNITURES	77 800 €	78 123 €	66 463 €
IMPOTS LOCAUX ET TAXES	18 170 €	44 666 €	17 037 €
CHARGES DIVERSES	156 040 €	195 563 €	178 117 €
FRAIS DE CONTRÔLE		18 609 €	0 €
CONTRIBUTION AUX SERV CTRX	24 280 €	31 060 €	30 265 €
GARANTIE DE RENOUVELLEMENT	9 680 €	9 835 €	9 835 €
FONDS DE RENOUVELLEMENT	23 630 €	135 574 €	119 100 €
INVESTISSEMENTS	132 220 €	26 624 €	8 217 €
<b>TOTAL</b>	<b>744 870 €</b>	<b>888 555 €</b>	<b>758 957 €</b>
<i>Ecart 2017</i>		19,29%	1,89%
Assiette moyenne annuelle	620 923	621 298	631 174
Charge totale / assiette (€/m3)	1,11 €	1,43 €	1,20 €
<i>Ecart 2017</i>		28,41%	7,96%
<b>TOTAL hors renouvellements et invest</b>	<b>579 340 €</b>	<b>716 522 €</b>	<b>621 804 €</b>
<i>Ecart 2017</i>		23,68%	7,33%

Assiette moyenne annuelle	620 923	621 298	631 174
Charge totale hors rnv&invest / assiette (€/m3)	0,93 €	1,15 €	0,99 €
<i>Ecart 2017</i>		23,60%	5,59%

Les charges moyennes totales s'établissent à 621 k€, soit 0,99 €/m3 avec l'offre finale.

En comparant poste par poste l'offre finale du candidat par rapport à son offre initiale, nous pouvons notamment constater les évolutions suivantes :

- Personnel (-20 K€)
- Sous-traitance (-11,6 k€) ;
- Impôts locaux et taxe (- 27,6 k€)
- Charges diverses (-17,4 k€) ;
- Frais de contrôle (-18,6 k€) ;
- Contribution aux services centraux (-8 k€) ;
- Renouvellements (-16,4 k€) ;
- Investissements (-18,4 k€)

### Résultat prévisionnel :

En moyenne annuelle	RAD 2017	Offre 1	Offre finale
Recettes	746 540	965 255	777 070
Charges	744 870	888 555	758 957
<b>Marge</b>	<b>1 670</b>	<b>76 700</b>	<b>18 114</b>
<b>Taux de marge</b>	<b>0,22%</b>	<b>7,95%</b>	<b>2,33%</b>

Nous pouvons constater l'effort du candidat sur le plan du taux de marge par rapport à l'offre initiale.

### Appréciation du sous-critère « cohérence du compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat »

L'offre du candidat est cohérente et nous pouvons noter l'effort important réalisé par SUEZ.

### 3.2.1.3 La formule de révision des prix proposée (impact sur le prix du service, cohérence par rapport à la structure des charges d'exploitation prévisionnelles)

Dépenses sur la durée du contrat	Total	ICHT-E hors effet CICE	35111407	FSD2	TP10a
PERSONNEL	2 725 524	2 725 524			
ACHAT d'EAU	0				
ENERGIE	182 947		182 947		
PRODUITS DE TRAITEMENT	5 034			5 034	
ANALYSES	55 791			55 791	
SOUS TRAITANCE, MATIERES ET FOURNITURES	598 169			598 169	
IMPOTS LOCAUX ET TAXES	153 329			153 329	
CHARGES DIVERSES	1 603 054			1 603 054	
FRAIS DE CONTRÔLE	0			0	
CONTRIBUTION AUX SERVICES CENTRAUX ET RECHERCHE	272 388	217 910		54 478	
GARANTIE DE RENOUVELLEMENT	88 515	17 703		26 554	44 257
FONDS DE RENOUVELLEMENT	1 071 904	214 381		321 571	535 952
INVESTISSEMENTS	73 955	14 791		22 187	36 978
<b>Total</b>	<b>6 830 609</b>	<b>3 190 309</b>	<b>182 947</b>	<b>2 840 166</b>	<b>617 187</b>
<i>Offre Suez 06/07/2018</i>					
	<b>0,15</b>	<b>0,40</b>	<b>0,02</b>	<b>0,35</b>	<b>0,08</b>

#### Appréciation du sous-critère « formule de révision des prix »

La structure de la formule est globalement cohérente avec la structure du CEP. A ce titre, l'impact sur le prix du service suivrait l'évolution du CEP.

Les indices proposés sont couramment utilisés pour ce type de service.

### **3.2.2 Sur le plan technique**

#### **3.2.2.1 Organisation et moyens humains dédiés au service**

##### **Au niveau local :**

Agence Territoriale Alpes basée à Albertville (90 agents)

Le contrat est géré localement par Franck ROESCH sur l'Agence de Les Deux Alpes.

Parc de véhicules et engins prévu pour répondre aux contraintes de mobilité liées à un service public : Matériel et outillage traditionnel liés au service + équipements spécifiques adaptés à la nature de l'intervention - Equipement de Protection Individuel - Téléphone portable, outil de saisie portable (PDA,

Smartphone ou PC), Protections du Travailleur Isolé (PTI) - Magasins et stocks : Les Deux Alpes, Huez, Albertville, Rillieux-la-Pape

SUEZ prévoit 5,49 ETP dont 3 à temps plein.

##### **Au niveau Régional :**

Entreprise Régionale Auvergne-Rhône-Alpes - 69140 RILLIEUX-La-PAPE - 12 départements – 50 sites → 1 000 personnes

Services supports et expertise technique

2 Centres de Relation Clientèle

Plateforme logistique régionale moderne composée de 1 500 références pour un montant immobilisé de 700 000 € (gère et approvisionne les stocks embarqués véhicules, les stocks de proximité, prépare l'approvisionnement des chantiers)

##### **A niveau national :**

Localisation : SUEZ Eau France, Tour CB21, 16 Place de l'Iris, Paris La Défense

Effectif : 12 000 salariés

Moyens : 12 Centres d'expertise et de recherche, 7 laboratoires et 400 chercheurs techniciens experts,

##### **Formation :**

Suivi des dates d'échéances des habilitations par le service RH.

4% de la masse salariale réservée à la formation.

##### **Des interventions organisées, planifiées et tracées :**

- Un centre Visio qui organise, planifie et trace les interventions :
- Ordonnancement : affecte, coordonne et priorise les interventions.
- Télécontrôle : relié en temps réel à la supervision locale des installations.  
Opérationnel 24h/24, il assure au quotidien un support à l'exploitation, reçoit les

alarmes et assiste l'agent d'astreinte dans le diagnostic des pannes et la définition des actions à mener.

- Centre de relation clientèle : gère les appels des clients.

**Certification :**

ISO 9001, ISO 14001, ISO 50001

**Outils :**

L'offre de SUEZ prévoit :

- Système d'Information Géographique APIC, pour l'inventaire des réseaux enterrés
- Topkapi pour assurer la télégestion des ouvrages et la gestion des alarmes
- Neptune pour assurer une bonne gestion de la maintenance
- Aquadvanced, pour le réseau
- Modélisation du réseau
- G2,...

**Appréciation du sous-critère « Organisation et moyens humains dédiés au service »**

L'offre du candidat est satisfaisante

**3.2.2.2 Protocole d'action en termes d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages**

**Sécurisation des personnes et des biens :**

Charte Santé Sécurité et la « Culture Juste » formalisent les responsabilités et les devoirs de chacun en matière d'hygiène et de sécurité.

**Fonctionnement, surveillance, intervention :**

- Surveillance des ouvrages via le centre de télégestion.
- Interventions sous 1h en cas de déclenchement d'alarme.

**Journal de bord, plan prévisionnel, stock :**

Fiche de suivi technique des équipements de chaque site.

Plan prévisionnel de renouvellement électromécanique

Maintenance préventive : Outil NEPTUNE

Maintenance corrective (palliative ou curative)

Stock de pièces de rechanges disponible : réseaux, accessoires hydrauliques

**Gestion de crise :**

Centre de télécontrôle : VISIO basé à Rillieux-La-Pape

Télésurveillance : Outil TOPKAPI

Astreinte 24h/24 assurée par des agents locaux, astreinte téléphonique. 1 cadre, 3 encadrants agents de maîtrise

En permanence, 20 agents d'astreinte sur le périmètre + renforts possible sur l'agence territoriale et Entreprise Régionale.

Cellule de crise régionale et nationale activable en heures ouvrées et en astreinte.

Anticipation des risques

Création d'une cellule de crise

Information des abonnés sous 2 h

Production et distribution d'eau potable (groupes électrogène)

**Parc Compteurs et télérelève :**

SUEZ prévoit le renouvellement des compteurs : âge moyen de 3,91 ans

- Un taux de couverture d'équipement de 95%
- Un taux de relevé de 94 % sur une période de 1 mois.

**Connaissance réseau :**

- Mise à jour et contrôle de l'inventaire fourni sous un délai de 6 mois
- Mise à jour en temps réel de l'inventaire des biens
- Mise à jour en temps réel du SIG
- 90% de la conformité des données patrimoniales
- Type de Classe A

**Appréciation du sous-critère « Protocole d'action en termes d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages »**

L'offre du candidat est jugée satisfaisante



### 3.2.2.3 Performance de l'exploitation

#### **Gestion de la production, distribution :**

- Conformité physico-chimique de l'eau distribuée
- Visites des sites (autant que nécessaire)), contrôle des ouvertures, des armoires, de la chloration et de la métrologie
- 25 analyses réglementaires par an et 16 analyse d'autocontrôle par an

#### **Gestion des réservoirs et surpresseurs :**

- Visites des sites (3,92 passages / semaine), contrôle des ouvertures, des armoires, de la chloration et de la métrologie
- 38 analyses réglementaires et 80 analyses d'autocontrôle par an

#### **Suivi de la qualité des eaux mises en distribution**

- Suivi du nombre de fuite par km, AQUAVANCED
- Mise en place d'une modélisation

#### **Rendement des réseaux :**

- Supérieur à 80%
- 25 % du linéaire du réseau de distribution par an sera inspecté

#### **Axes d'amélioration du service :**

- Le suivi des zones mortes sera assuré par le concessionnaire ;
- Réalisation d'un plan de sécurité de service avec un exercice de simulation de situation de crise ;
- Le suivi de l'évolution de la ressource en continu avec suivi sur TSMS ;
- La mise en place d'un modèle hydraulique du fonctionnement du réseau sera réalisée dans un délai de 12 mois

#### **Appréciation du sous-critère « Performance »**

L'offre du candidat est jugée satisfaisante

### 3.2.2.4 Mesures mises en œuvre dans le cadre du développement durable et de la politique sociale

#### **Management énergétique du service :**

- Certification ISO 50001 existante sur le périmètre

- Réalisation d'un diagnostic énergétique des installations,
- Etude détaillée de l'ensemble des matériels tournants
- Performance énergétique et réalisation d'un bilan annuel pour évaluer la progression des consommations énergétiques

#### Démarche zéro phyto :

L'entretien des espaces verts incombe au concessionnaire à ses frais dans le cadre d'une démarche de développement durable.

#### Autres actions :

- Actions de sensibilisation des abonnées aux économies de consommation
- Optimisation des consommations énergétiques
- Amélioration du rendement du réseau : protection de la ressource

concessionnaire s'engage, dans la limite de ses propres besoins de recrutement :

- à l'insertion de personnes handicapées,
- à l'insertion de jeunes sans qualification (apprentissage, alternance, etc.), et/ou demandeurs d'emplois,
- à s'associer, à la demande de la Collectivité, aux opérations de tutorat de jeunes en difficulté qui seraient menées sur le territoire de la Collectivité et pertinentes au regard de l'activité de gestion du service.

#### Appréciation du sous- critère « Mesures mises en œuvre dans le cadre du développement durable et de la politique sociale»

L'offre du candidat est satisfaisante

### 3.2.3 Sur le plan « qualité de service »

#### 3.2.3.1 Délai d'intervention, délai de réponse aux réclamations, mesures de communication et d'information

#### Accueil physique

- Le mardi matin à l'Alpe d'Huez, Le chalet d'Ysalys, 1183 route d'Huez
- Le mercredi matin à Les Deux Alpes, immeuble le Diable A1 rue des Ecoles

**Accueil téléphonique :**

- Numéro de téléphone local non surtaxé ouvert de 8h à 18h du lundi au vendredi.
- En dehors 2de ces horaires, les appels sont redirigés vers le service d'astreinte 4h/24

**Communication :**

Plan de communication standard + actions de communication sur catalogue au choix de la collectivité : communication au démarrage de contrat, sensibilisation aux éco-gestes, articles dans les journaux municipaux, l'accompagnement au changement

**Communication en cas de crise**

Dispositif d'alerte GEDICOM (information de 250 000 personnes en moins de 2h)

**Facturation et relève des compteurs**

Facturation détaillée au verso comprenant, l'historique des consommations et le détail des sommes due à l'ensemble des services.

Possibilité de facture en BRAILLE

**Moyens d'échange avec les abonnés**

Site internet Tout sur mon eau, chat avec des téléconseillers, par mail, par courrier

Informations consultables :

- Un accès permanent au suivi de sa consommation et à une alerte de fuite ou suspicion de fuite grâce à la télérelève
- Des informations locales sur la qualité, le goût, le prix de l'eau dans la commune
- Une communication en temps réel sur les travaux programmés dans la commune
- Un service mobile pour le citoyen « Signaler un dysfonctionnement »
- Un simulateur de consommation
- Des actualités, astuces et conseils
- Un conseiller virtuel : « Olivier » pour répondre aux questions
- Un espace « Mon compte en ligne » dédié aux abonnés du service de l'eau pour :
  - ✓ La demande d'emménagement, la résiliation, la mise à jour des données personnelles...
  - ✓ La consultation de ses factures
  - ✓ Le paiement en ligne par carte bancaire
  - ✓ Le contact du Centre de relation clientèle par email

**Délais de réponse aux réclamations**

Réponse dans un délai de **5** jours maximum

**Délai de devis de branchement** : 8 jours après la visite

**Délai de réalisation de travaux de branchement neuf, après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives** : 15 jours

**Délai de première Intervention suite à incident** : 1 heure maximum

**Recours médiateur**

En cas de difficulté, le Concessionnaire s'engage à donner à ses clients la possibilité d'avoir recours à un médiateur régional

**Appréciation du sous-critère « Niveau des services offerts aux usagers »**

L'offre du candidat est conforme au cahier des charges.

**3.2.3.2 Vis à vis de la collectivité : délais de réponses aux demandes sur les plans techniques et financiers, moyens de communication et d'information mise en œuvre, assistance apportée, remontée d'information, conditions d'accès aux ouvrages et outils informatiques du gestionnaire**

**Référent contractuel :**

Responsable contrat : Régis SAUGEY, adjoint au Directeur d'Agence Alpes - Référent contrat : Franck ROESCH.

**Réunions :**

Comité de pilotage 4 fois par an, et tout au long du contrat, autant que de besoin.

**Comité de pilotage du contrat :**

Mise à disposition : TOUT SUR MES SERVICES : accès en temps réel aux données d'exploitation, partage d'information, communication entre les services de la commune et Suez.

**Missions d'assistance et de conseil technique :**

Assistance et conseils techniques pour les démarches relatives au service.

**Rapport :**

- Rapport d'activité semestriel : synthèse technique du service et suivi des engagements.
- Rapport Annuel du Déléataire : activité, technique et financier.
- Eléments préparatoires à l'établissement du RPQS

**Actions de communication :**

- Actions de communication au niveau des abonnés et des écoles. Les abonnés peuvent consulter en permanence le service "TOUT SUR MON EAU"
- Informations en continu sur TSMS, RAD, rapport de recherche de fuites, compte-rendu des réunions

**Appréciation du sous-critère « Qualité de service vis-à-vis de la Collectivité »**

L'offre du candidat est conforme au cahier des charges.

**3.2.4 Synthèse**

Critère	Evaluation
Financier	45 / 50 points
Technique	25 / 30 points
Qualité de service	15 / 20 points
<b>Evaluation globale</b>	<b>85 / 100</b>

---

### 3.3 SOCIETE RETENUE

---

Sur la base des 3 critères de jugement des offres et à l'issue des entretiens au cours desquels la société **SUEZ** a été entendue, il apparaît que l'offre présentée est au regard des critères de choix intéressante pour notre collectivité.

## 4 ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

### 4.1 OBJET DU CONTRAT

Délégation du service public d'eau potable.

### 4.2 DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat est de 9 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le contrat ne pourra pas être reconduit par tacite reconduction.

### 4.3 CONTROLE DU DELEGATAIRE

Afin de permettre à la collectivité d'exercer son pouvoir de contrôle, le Délégataire s'engage à la rencontrer dans le cadre de réunions et à lui adresser chaque année dans un délai maximum de 5 mois suivant la clôture de l'exercice, un compte-rendu complet comportant un volet financier et une partie technique.

### 4.4 UNE TARIFICATION EQUITABLE

Les conditions de rémunérations du délégataire sont les suivantes :

ABONNEMENT = partie fixe (PF) annuelle en euros, hors taxes par compteur :

La part fixe est composée d'une Part Fixe par branchement et d'une Part Fixe par unité de logement.

- ✓ Part Fixe par branchement = partie fixe annuelle en euros, hors taxes : **12,16 €**
- ✓ Part Fixe par unité de logement = partie fixe annuelle par unité de logement en euros, hors taxes : **38,96 €**, cette part fixe par unité de logement est liée aux caractéristiques du branchement et notamment au nombre de logement desservis

Catégories d'Abonnés	Nombre d'unités de logement
Abonnés domestiques - type maison individuelle (résidences principales et secondaire)	1 unité de logement par branchement
Abonnés domestiques - type immeuble (immeubles, résidences de tourisme, ...)	1 unité de logement par appartement
Hébergements hôteliers (hôtels, hébergements hôtelier)	1 unité de logement pour 2,5 chambres Le nombre de chambre de chaque établissement sera fourni par la collectivité au démarrage du contrat
Abonnés non domestique (commerces, bar, camping,....)	2 unités de logement par branchement
Equipements sportifs	5 unités de logement par branchement

PARTIE PROPORTIONNELLE = prix en euros hors taxes par mètre cube consommé :

Consommation	Prix au mètre cube
PProd (Part production) le m <sup>3</sup>	0,2336 €
PDist (Part distribution) le m <sup>3</sup>	0,1774 €
TOTAL le m <sup>3</sup>	0,4110 €

La formule de révision permet de garantir **une évolution maîtrisée** des tarifs.

## 4.5 UNE RESPONSABILITE ACCRUE

Le délégataire s'engage à gérer le service à ses risques et périls. Ce dernier doit souscrire **une police d'assurance en responsabilité civile et dommages aux biens** aux garanties étendues.

## 4.6 LE RESPECT DE LA LEGISLATION

Le respect de la législation relative aux conditions de travail (hygiène et sécurité) tout en garantissant à la collectivité une **astreinte 24h/24 et 365j/365** permettant ainsi de gérer les opérations courantes et les situations de crise dans le respect du principe de continuité du service public.

## 4.7 CRITERE DE QUALITE

La qualité est l'un des éléments fondamentaux qui caractérisent la délégation de service public.

Ainsi, le cahier des charges impose au délégataire de :

- justifier les moyens employés pour assurer la gestion du service,
- respecter les analyses réglementaires et complémentaires,
- respecter des indicateurs de performance.

## 4.8 REPARTITION DES TRAVAUX ENTRE LES PARTIES

La répartition des travaux entre les parties avec garantie pour la collectivité de récupérer en fin de contrat, les installations en bon état de fonctionnement :

- Les travaux d'entretien à la charge du délégataire,
- Le renouvellement programmé et non programmé à la charge du délégataire
- En fin de contrat, une visite contradictoire pour contrôler et évaluer l'état des ouvrages,
- Si nécessaire, les travaux de remise en état seront à réaliser aux frais du délégataire.



## 4.9 DES GARANTIES POUR LA COLLECTIVITE

---

Ces garanties prennent différentes formes :

- Une garantie à première demande,
- Un suivi permanent du contrat,
- Des pénalités très élevées et dissuasives,
- La possibilité de résilier le contrat,
- La possibilité de réviser le contrat dès lors que les conditions économiques sont modifiées,
- Une transparence de gestion : comptabilité, données techniques complètes, renouvellement, action de communication, etc.

## 4.10 DES CONDITIONS PARTICULIERES

---

Le Délégué aura à sa charge :

- L'ordonnancement et la traçabilité des opérations de contrôle et d'interventions,
- Un audit énergétique
- Le suivi des zones mortes
- La réalisation d'un plan de sécurité de service avec un exercice de simulation de situation de crise
- Le suivi de l'évolution de la ressource en continu avec suivi sur TSMS ;
- La mise en place d'un modèle hydraulique du fonctionnement du réseau dans un délai de 12 mois
- Un indice de connaissance patrimoniale de 110/120 dès 2021.
- La mise en place d'un S.I.G. avec mise à jour annuelle + accès internet,
- L'accueil de la clientèle,
- Une démarche zéro phyto,
- L'information permanente de la collectivité,
- L'assistance en cas de gestion de crise,
- Un devoir d'information, d'avis et de conseil.

## 5 CONCLUSION

L'offre de la société **SUEZ**, améliorée à la suite des négociations, répond aux objectifs et exigences du programme de consultation défini par la collectivité.

Au regard des 3 critères de jugement des offres définies dans le règlement de la consultation, elle apporte les garanties d'exécution et de qualité du service public d'eau potable, objet de la délégation.

En conséquence, pour toutes les raisons ci-dessus énoncées, Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal, de :

- retenir comme délégataire du service public d'eau potable, la société **SUEZ**,
- se prononcer favorablement sur le projet de contrat de délégation de service public ci-annexé,
- l'autoriser à signer le contrat de délégation du service public d'eau potable avec la société **SUEZ**.

Monsieur le Maire (*ou son délégué, autorité habilitée*) prie le conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le Maire (*ou son délégué, autorité habilitée*)  
Prénom et nom à compléter

Fait à *Les Deux Alpes*, le *7/11/2018*



### Annexes :

- Projet de contrat d'affermage du service public d'eau potable
- Annexes au contrat